



RENDU EXECUTOIRE LE

17 JAN. 2024

DÉPARTEMENT DE LA VIENNE

ARRETE N° 2023-A-DGAS-DEF-ESE-0074

08 JAN. 2024

Direction Générale Adjointe des Solidarités
Direction de l'Enfance et de la Famille
Etablissements et Schéma de l'Enfance

en date du
Portant fixation du prix de journée applicable
pour l'accueil d'un enfant au
Lieu de Vie et d'Accueil « *La P'tite Oasis* » sis
« Les Berthonnières » à BRUX (86150)
A compter du 3 octobre 2023

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.221-1 à 9, L.313-8 et D.316-1 à 4 relatifs aux lieux de vie et d'accueil et aux objectifs d'évolution budgétaires définis par le Conseil Départemental ;

VU le Code Civil et notamment les articles 371-1 à 371-5 relatifs à l'autorité parentale et les articles 375 relatifs à l'assistance éducative ;

VU le Règlement Départemental des Lieux de Vie et d'Accueil du département de la Vienne ;

VU l'arrêté n°2006 DISS-EF-051 du 21 décembre 2006 portant mise en conformité de l'autorisation de fonctionnement du Lieu de Vie « *La Tuilerie* » à BRUX pour une durée de 15 ans ;

VU l'arrêté n°2018-A-DGAS-DEF-ESE-0039 du 19 septembre 2018 portant changement de nom du lieu de vie en « *La P'tite Oasis* » à BRUX ;

VU l'arrêté n°2020-A-DGAS-DEF-ESE-0039 du 17 août 2020 portant transfert de gestion du lieu de vie et d'accueil vers la Société Civile « *La P'tite Oasis* » à BRUX ;

VU l'arrêté n°2021-A-DGAS-DEF-ESE-0074 du 15 décembre 2021 portant renouvellement de l'autorisation de fonctionnement du lieu de vie « *La P'tite Oasis* » à BRUX à compter du 22 décembre 2021 ;

VU la demande de revalorisation de prix de journée dérogatoire pour l'accueil du jeune B. A-M. adressée par , permanente du Lieu de Vie et d'Accueil « *La P'tite Oasis* » en date du 6 novembre 2023 ;

Considérant que les éléments apportés tant par le lieu de vie et d'accueil « *La P'tite Oasis* » que par la Responsable de la Protection de l'Enfance du territoire dont il relève, l'enfant, né en 2018, nécessite une prise en charge spécifique individuelle ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Le prix de journée pour la prise en charge du jeune B. A-M, né en 2012, accueilli début juin 2022 au Lieu de Vie et d'Accueil « La P'tite Oasis » à BRUX, est fixé pour la période d'observation de 3 mois du 4 octobre 2023 au 4 janvier 2024, à 17,5 fois le salaire minimum de croissance (SMIC) horaire par jour.

Ce prix **toutes taxes comprises**, recouvre l'intégralité des frais afférents à l'accueil d'enfant (rémunérations du personnel, charges sociales et fiscales y afférentes, toutes charges d'exploitation y compris celles relatives à l'accompagnement social des jeunes et à l'exercice des missions prévues au I de l'article D.316-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, amortissements, provisions...).

ARTICLE 2 : Cet arrêté sera caduc soit à compter du départ de l'enfant concerné, soit à la fin de la période d'observation prononcée par le territoire ASE dont il relève.

ARTICLE 3 : Le paiement des prix de journée sera effectué à terme échu sur présentation d'états de frais de séjour qui seront adressés, mensuellement et en triple exemplaire, au service comptabilité de l'Aide Sociale à l'Enfance du Département compétant. Les états de frais de séjour indiquent l'identité des accueillis, le nombre de jours d'accueil dans le mois, le montant par jeune et le total à payer.

ARTICLE 4 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Un éventuel recours contentieux devra parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la réponse, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux en l'absence de réponse de l'administration.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un **délai franc d'un mois** à partir de sa notification ou de sa publication. Un recours juridictionnel sur l'application Telerecours citoyens est également possible en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services Départementaux et la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et la gestionnaire du Lieu de Vie et d'Accueil sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Vienne.

Fait à POITIERS, le 08 JAN. 2024



Le Président,
Alain PICHON.